

IVG : le Centre d'action laïque se fait "incendier" par Charles Michel

■ En bureau de parti, les libéraux ont réagi aux critiques contre leur texte sur la sortie de l'avortement du Code pénal.

Entre le MR et le Centre d'action laïque (CAL), rien ne va plus. En cause: la sortie de l'avortement du Code pénal par la majorité fédérale. Les libéraux, qui estiment avoir réalisé une avancée historique pour le droit des femmes, prennent ombrage des critiques formulées contre le texte de la "Suédoise". Si l'IVG ne sera plus cité dans le Code pénal, une nouvelle loi va l'encadrer et maintiendra des sanctions en cas de non-respect des conditions d'avortement.

Le texte de la coalition au pouvoir au fédéral maintient par ailleurs le délai maximal de douze semaines de grossesse pour demander un avortement, ainsi que le délai de six jours de réflexion entre la demande et l'acte médical. Le Centre d'action laïque considère qu'il s'agit d'une fausse dépenalisation et espère pouvoir convaincre les députés libéraux de voter, finalement, contre le texte.

"Le nouveau siècle des Lumières..."

Au bureau du MR, lundi matin, les poids lourds se sont lâchés contre ce qu'ils estiment être un matraquage idéologique du Centre d'action laïque.

Un matraquage en phase, toujours selon le MR, avec le point de vue de l'opposition (hors CDH). "Si le même texte avait été voté sous le gouvernement Di Rupo, le Centre d'action laïque aurait proclamé l'entrée de la Belgique dans un nouveau siècle des Lumières...", a ironisé le Premier ministre Charles Michel.

Très remonté, il réagissait à une intervention du-

rant le bureau de parti d'Alain Courtois (Premier échevin à la Ville de Bruxelles et député régional) qui déplorait les difficultés à convaincre l'opinion publique de l'avancée que représenterait la proposition de loi de la "Suédoise" sur l'avortement.

"Le bras armé du PS"

Toujours pendant le conseil de parti de lundi, Olivier Chastel, le président du MR, a rejoint le Premier ministre et a également "allumé" le CAL: "Le Centre d'action laïque est devenu le bras armé du PS", a-t-il dénoncé devant ses troupes. Contacté par "La Libre", le député fédéral Richard Miller, l'un des représentants de la branche "libre-exaministe" du MR, réagit lui aussi: "Je me sens trahi par le Centre d'action laïque. J'ai le sentiment d'être face à une profonde manipulation de la part du CAL. Nous avons affaire à un organisme qui a voulu être reconnu comme une religion et qui, à ce titre, reçoit des subventions. Or, le CAL, subsidié par les pouvoirs publics, mène une campagne au service du PS sur l'IVG en reprenant exactement ses arguments."

"La gauche est hypocrite"

Les libéraux sont très amers car ils estiment avoir obtenu une victoire politique avec la sortie de l'avortement du Code pénal alors que les démocrates-chrétiens flamands du CD&V, en coalition avec eux au fédéral, y étaient hostiles. En cédant sur la sortie de l'IVG du Code pénal, le CD&V avait obtenu comme monnaie d'échange que les enfants de

140 jours nés sans vie puissent recevoir un prénom. "La gauche est hypocrite, explique un libéral. Elle dit que notre texte est un recul pour les femmes alors que les socialistes n'ont jamais abordé la question dans les gouvernements précédents dans lesquels, pourtant, ils figuraient."

F.C.

"Le CAL, subsidié par les pouvoirs publics, mène une campagne au service du PS sur l'IVG."

Richard Miller
Député fédéral MR